MOTIFS

Attendu que selon l'article L. 3213-1 du code de la santé publique, une personne atteinte de troubles mentaux ne peut faire l'objet de soins psychiatriques sous la contrainte sur demande du représentant de l'Etat qu'au vu d'un certificat médical ne pouvant émaner d'un psychiatre exerçant dans l'établissement lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Ses troubles mentaux nécessitent des soins
- Ses troubles mentaux compromettent la sûreté des personnes ou portent atteinte, de façon grave, à l'ordre public;
- l'arrêté préfectoral doit être motivé et énoncer avec précision les circonstances qui ont rendu l'admission en soins nécessaires ;

Que selon l'article L. 3211-12-1 du même code, l'hospitalisation complète d'un patient ne peut se poursuivre sans que le juge des libertés et de la détention, préalablement saisi par le directeur de l'établissement, n'ait statué sur cette mesure avant l'expiration d'un délai de douze jours à compter de l'admission ;

Attendu que Monsieur Richard BOUSKILA, a été admis depuis le 15 octobre 2014 en soins psychiatriques sous la forme d'une hospitalisation complète à la demande du représentant de l'Etat dans le Département .

Attendu que par requête reçue le 21 octobre 2014, le représentant de l'Etat dans le Département a saisi le Juge des Libertés et de la Détention du Tribunal de Grande Instance de céans pour que la poursuite de cette mesure soit ordonnée ;

Attendu que le dossier de Monsieur Richard BOUSKILA comporte notamment les éléments suivants :

- un certificat médical initial du docteur Storme, du service des urgences de l'hôpital de Vichy ;
- la décision d'admission en soins psychiatriques prise par monsieur le Préfet du département de l'Allier le 15 octobre 2014
- le certificat médical du docteur ALEXEI dit des 24 heures prévu par l'article L. 3211-2-2 du Code de la santé publique ;
- le certificat médical du docteur LABREURE dit de 72 heures prévu par l'article L. 3211-2-2 du Code de la santé publique
- le certificat médical circonstancié du docteur Berthon en date du 20 octobre 2014, prévu par l'article L. 3211-12-1 II du Code de la santé publique ,

SUR CE,

Attendu que c'est au cours d'un placement de Monsieur Richard BOUSKILA en garde à vue qu'il a été décidé par l'autorité préfectorale de son hospitalisation complète en soins psychiatriques sous la contrainte;

Attendu que les pièces médicales font état de propos délirants tenus par Monsieur Richard BOUSKILA à propos d'un complot qui serait dirigé contre lui et sa famille et de l'absence par Monsieur Richard BOUSKILA de toute critique de son état, ce qui doit faire admettre la nécessité de soins ;

que le certificat médical circonstancié du docteur Berthon en date du 20 octobre 2014 décrit Monsieur Richard BOUSKILA comme un patient calme et coopérant à l'entretien, chez lequel il n'existe pas de trouble du cours de la pensée ou de trouble de l'humeur, mais une absence totale d'interrogation sur l'éventualité d'une participation personnelle dans la genèse de l'agressivité dont il dit faire l'objet avec d'une conviction inébranlable, d'où la conclusion d'un trouble mental qui est de nature à compromettre la sûreté des personnes;

que toutefois, le certificat médical du docteur Storme visé dans la décision de l'autorité préfectorale, et cette décision ne donnent aucune précision sur les circonstances notamment de trouble grave à l'ordre public ou de menace sur la sûreté des personnes, qui ont pu conduire à l'admission de Monsieur Richard BOUSKILA